
Eric TOURNET, la parole aux habitants

Fondateur de l'Association Rennaise des Centres Sociaux - Rennes

Partager sur les réseaux

[Télécharger en PDF](#)

Imprimer la page

Depuis 2003, l'Association Rennaise des Centres Sociaux (ARCS) soutient et accompagne les centres sociaux rennais dans leurs projets de développement social initiés et construits avec les

habitants. La mutualisation des moyens assure souplesse et réactivité de gestion aux six centres ainsi regroupés. Une force de frappe qui compte : le conseil d'administration de l'ARCS se trouve aujourd'hui à la tête de 140 salariés et d'un budget de 5,3 millions d'euros. Rien que ça au service des quartiers. Entretien avec Eric TOURNET, un de ses fondateurs.

Apriles : L'ARCS voit le jour en 2003, quels éléments président à sa création ?

Eric Tournet : Depuis l'origine, les neuf centres sociaux rennais étaient agréés et gérés par la Caisse d'Allocations Familiales (Caf). Confrontés à diverses contraintes - moyens financiers sur fonds propres ne permettant plus de faire vivre les projets, gestion institutionnelle du personnel manquant de souplesse, etc.-, la ville de Rennes et la Caf demandent un audit en 2001 pour penser la rénovation des centres sociaux. En 2002, on passe de neuf à six Centres. Grâce au maintien du personnel, ces derniers s'en trouvent renforcés. Parallèlement, les élus rennais, avec le concours de l'Association pour la Promotion de l'Action et de l'Animation Sociale (APRAS), réfléchissent à l'articulation entre les équipements classiques type MJC, Maisons de Quartier et les Centres sociaux. Cette réflexion aboutit à la décision d'un passage progressif d'une gestion directe par la Caf à une gestion associative. L'opération, qui répond à la volonté de la CNAF d'autonomiser les Centres sociaux permet un fonctionnement plus démocratique en associant les professionnels et les habitants à la gestion des centres. Il exige en revanche un important travail de redéfinition d'un nouveau projet politique, et la mise en œuvre d'une nouvelle gouvernance. C'est pour les aider dans ce processus qu'a été créée l'ARCS et aussi veiller à l'implication des habitants.

A : De fait, il semble que les bénévoles aient fait leur place dans la vie des centres sociaux rennais. Comment vous y prenez-vous ?

E. T. : C'est pour nous un défi permanent. L'ARCS fait du bénévole un acteur de la vie associative et des décisions qui la concernent jusque dans le recrutement. A l'ARCS, nous associons les bénévoles à la gestion des ressources humaines de tous les centres. Et il y a de quoi faire puisqu'en six ans, 80 personnes ont été embauchées. Cela dit, ils ne font pas que de l'administratif... et heureusement, les bénévoles participent vraiment à l'animation des quartiers, en allant à la rencontre des habitants au bas des tours et en participant à des projets.

A : Des initiatives de développement social local ?

E. T. : Oui. C'est le défi professionnel inhérent au développement de toute structure sociale ! Quand on m'a demandé de reprendre le centre social de Redon qui connaissait des difficultés, j'ai été amené à reconstruire un projet, sans bureau, avec peu d'outils. Il a fallu pourtant préparer l'intégration des habitants, les aider à s'investir progressivement et plus largement dans la vie de la cité. Cette philosophie d'action implique d'accepter le changement, savoir à la fois prendre les rennes, mais aussi lâcher la bride pour s'adapter au rythme des quartiers et au temps des habitants. Il faut toujours miser sur le débat, la réflexion et la concertation pour asseoir chacun des projets. Les centres sociaux sont à ce titre des lieux d'expérimentation permanent. C'est pour cela que j'aime dire que le DSL, ça ne se décrète pas mais ça se construit. Cette démarche participative exige un investissement atypique : on est jamais arrivé.

A : Quelles autres axes d'initiatives pour l'ARCS ?

E. T. :Les actions menées par l'ARCS veillent aussi à répondre à l'intégration des populations d'origine étrangère. C'est le cas du groupe "Citoyens du monde" qui réfléchit à l'accueil de ces populations, a fortiori dans un contexte de crise économique et de durcissement des politiques d'immigration. Cette situation interroge de manière récurrente notre capacité à accueillir dignement les étrangers. Ainsi une recherche action POESI – Populations d'origine Etrangère et Stratégies d'Intégration- est lancée en 2006, avec le soutien de l'ACSE. Le prochain forum a lieu le 19 novembre prochain.

Propos recueillis par **Marie Janicot**